Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber: Forum Helveticum
Band: 9 (1999)

Artikel: Le libéralisme économique comme réponse à la crise de l'état social
Autor: Meuwly, Olivier
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-832868

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE COMME RÉPONSE À LA CRISE DE L'ÉTAT SOCIAL

Olivier Meuwly

Est-il encore possible d'ausculter le libéralisme économique pour lui-même autrement que comme complice de la globalisation, régulièrement accusée de tous les maux de la planète? Je crains que non. Dans un monde en perpétuel mouvement, les concepts qui jalonnent la compréhension de notre univers politique et social devraient être soumis à une critique constante: que signifient les mots que l'on emploie de façon presque automatique? Est-on bien conscient du sens que recouvrent ces vocables si familiers? Cet examen est sans doute opportun pour le libéralisme économique, dont d'aucuns ont annoncé un peu vite le triomphe absolu au lendemain de la chute du Mur de Berlin. Au-delà des slogans, un concept comme le libéralisme économique doit cependant être analysé à la lumière des phénomènes qui sculptent notre période. Et là, deux de ses phénomènes revêtent une importance particulière: la globalisation et le développement durable, sempiternellement assénés mais, eux aussi, rarement remis dans leur contexte. D'où la nécessité, selon moi, d'aligner dans la même perspective ces trois poncifs du discours politique – libéralisme, globalisation et durabilité –, afin de mieux saisir ce qui se cache derrière eux et en quoi ils imprègnent notre quotidien, rythmé par la présence d'un Etat libéral et social, que l'on fustige sans jamais cesser de s'y référer. Le libéralisme, surtout économique, s'oppose-t-il à la globalisation et au développement durable? Ou, au contraire, se marie-t-il naturellement avec eux? C'est en tentant de répondre à ces questions que j'essaierai d'esquisser le rôle du libéralisme politique et économique aujourd'hui, comme moteur d'un Etat social performant.

Tout le monde s'accorde, je crois, sur le caractère inéluctable de la globalisation. Née du rêve paradoxalement commun à la gauche internationaliste et à la droite industrielle d'abattre les frontières nationales, elle a été impulsée par la formidable révolution des techniques de communication. Ses effets, positifs et négatifs, sont connus: décloisonnement des marchés, renforcement du libre-échange, mais aussi explosion des flux financiers et émergence d'une logique économique axée sur le court terme et le profit immédiat. Et, pour contrecarrer cette évolution, il est devenu normal de déceler dans le développement durable la réponse adéquate aux dégâts causés par la globalisation. Au laisser-faire de celle-ci ne pouvait que répliquer une réaffirmation du long terme, que seule pouvait incarner une idée de durabilité, soustraite aux aléas de l'immédiat et arrimée au respect de l'homme et de la nature. Le concept du développement durable, inventé par les partisans de l'écologie profonde ("deep ecology") au début des années 80, allait faire florès: quoi de plus rassérénant que cette volonté, exprimée par une gestion durable de la société, de vouloir satisfaire les besoins présents sans mettre en danger ceux des générations futures?

Mais, dans ce dialogue entre la globalisation et le développement durable, peut-il encore y avoir place pour le libéralisme qui, précédé des confortables "néo" ou "ultra", est systématiquement associé à la globalisation? Globalisation et développement durable ne constitueraient-ils pas les deux pôles d'une même réalité, de surcroît étrangère au libéralisme? Celui-ci n'apporterait-il pas dès lors un autre éclairage sur cette réalité, peut-être plus contradictoire qu'on ne l'imagine? La globalisation et le développement durable, d'un côté, et le libéralisme, de l'autre, ne font-ils pas en définitive, appel à une notion différente de la liberté? Rappelons que la globalisation des marchés et le développement durable, comme concepts, ont jailli en même temps de la dilatation de la notion de liberté qu'a actionnée la rupture des années 60; une rupture qui a sublimé l'idéal libertaire, en le débarrassant des structures pesantes de l'Etat libéral "classique", jugé trop hiérarchisé, oppressif et étouffant. Le temps était à une nouvelle démocratie, plus proche des gens, et à une liberté redécouverte, où le Moi s'émanciperait dans le cocon d'une société réconciliée avec elle-même et fixée dans un nouvel équilibre, proche de la Nature.

La libération de la personne issue de la révolution soixante-huitarde ne peut se borner à rebâtir une unité entre l'esprit et la matière. Sa liberté, l'individu ne tardera pas à la conjuguer avec une liberté économique elle aussi débridée, comme les années 80 le montreront... Ainsi, dans le changement de paradigme qu'opèrent les années 60, pourra fleurir la théorie du développement durable, après une gestation d'une dizaine d'années dans le sein des premiers écologistes, comme antithèse à cette liberté économique tout à coup exacerbée: pour que le capitalisme, totalement libre, ne démantèle pas la société, il fallait développer une nouvelle conscience de l'existence, en repensant totalement son rapport à la Nature, en rejetant les modes de pensée usuels qui, sans garde-fous, ne pourraient déboucher que sur une croissance économique suicidaire, un pillage des ressources naturelles et une exploitation effrénée des minorités et des femmes. Conçue dans la même matrice que la globalisation, le développement durable était érigé comme son correctif unique, comme le seul moyen de reconstituer une humanité que la globalisation, abandonnée à elle-même, menaçait de déchiqueter.

Et les nouvelles valeurs portées par la modernité de notre fin de siècle, et les phénomènes politiques qui s'y sont joints, ne pouvaient pas ne pas influencer l'Etat social. Engendré il y a environ un siècle par un Etat libéral déjà taraudé par les excès du capitalisme sauvage et par un socialisme pas encore démocratique, l'Etat social a pris son essor au lendemain du second conflit mondial. Mais comment aurait-il pu échapper lui aussi à la remise en question qui touchait l'Etat libéral de type "classique"? Car l'évolution que j'ai brièvement évoquée a frappé de plein fouet la structure étatique de tous les Etats de droit occidentaux. Avec la contestation des années 60, le rejet de l'Etat institutionnel a permis l'épanouissement de la société comme acteur politique autonome et autogéré. Bientôt identi-

fiée à la Nature, authentique grand Tout moderne, la société s'est muée en mesure ultime de la politique, souvent en dehors des canaux décisionnels traditionnels (partis, Parlement, etc.). Mais si ce changement s'avère plus conforme à la liberté absolue dont se targue l'individu, il n'est pas sans effet pervers non plus. Mis hors jeu par les "instruments" de la société dite civile (associations, quotas, etc.), l'Etat a été dégradé au rang de fourrier d'une société dont le but se limite à la réalisation des besoins de ses membres; des besoins élevés au titre de référence sociale supérieure mais auxquels aucune définition claire, ni aucune limite ne peuvent être attribuées. Soit le contraire de ce qui sous-tend l'Etat libéral et son bras social, l'Etat providence: sans limite, pas de mesure; et sans mesure, pas de liberté, ni individuelle, ni économique, ni sociale, possible. La société ne peut être régie par ses pulsions et ses émotions, qu'elles soient globales ou durables!

Certains lecteurs s'étonneront peut-être que je dépeigne tant la globalisation que le développement durable comme les reflets d'une société liberticide. Si une telle assertion est admise, selon le langage courant, pour la première, ne commettrai-je pas un crime de lèse-majesté en accusant le si prisé développement durable de menacer tout autant la dignité humaine, même si c'est de façon plus subtile? Laissons parler les mots dont on orne d'ordinaire la définition du développement durable: satisfaire les besoins des générations actuelles et futures; mais à quels besoins fait-on allusion? Et si l'on veut remettre une planète intacte à nos successeurs, ne serait-il pas plus raisonnable de ne tolérer rigoureusement aucune atteinte à l'ordre des choses présent? La garantie d'une "propreté" la plus parfaite possible, n'implique-t-elle pas un contrôle omniprésent des activités humaines et son corollaire, une frénétique planification? A la fin, que subsistera-t-il de la liberté? A ces questions les théoriciens du développement n'ont guère fourni de réponse satisfaisante. Je n'ai pas souvenir que l'un d'entre eux ait reconnu le danger d'immobilisme intégral qui peut se dissimuler derrière un développement certifié durable... et sous contrôle permanent. Celui-ci ne cesse de s'enrober d'expressions flatteuses, d'ailleurs en général unilatéralement extraites du bréviaire écologiste: respect de la diversité, construction d'un monde en réseau, maîtrise qualitative de la croissance, réforme écologique de la fiscalité. Et dès que le mot "planification" est prononcé, l'on se veut rassurant: c'est tout juste si l'on prête l'oreille aux audacieux qui réclament, en vain, une durabilité "élargie" aux finances publiques ou aux assurances sociales; leur logique ne s'inscrit dans la dimension écologiste dont s'est parée, dès ses origines, le développement durable, davantage obsédé par les taxes énergétiques que par les deniers de l'Etat. Toutefois, j'en suis convaincu, les craintes que je me suis permis de soulever n'ont toujours pas trouvé de démenti: la globalisation et le développement durable sont encore et toujours talonnés par les dérives irrationnelles liées à une planification guère maîtrisable, conséquence d'un Etat réduit à sa dimension purement bureaucratique et soumis aux besoins par définition fluctuants de la société. Peut-on vraiment y repérer une réponse aux problèmes de notre temps?

Le libéralisme que je postule ne peut s'accoler ni à la globalisation, ni au développement durable, du moins dans le sens qu'ils ont pris dans le discours politique. Non, entre la globalisation et le développement durable, illustrations des dérapages libertaires modernes, il y a une place pour un libéralisme défenseur de la liberté, par le biais d'un Etat institutionnellement fiable, à la fois libéral et social. Il convient donc de reconnaître le marché comme le moteur premier de la vie sociale, mais flanqué de digues sociales et écologiques. Le libéralisme sera alors à même de dépasser la rationalité économique, saisie parfois d'un vertige irrationnel, et l'irrationalité déterministe et paralysante d'une durabilité qui n'a de rationnel que l'apparence. Mais pour que la synthèse libérale puisse s'imposer, elle a besoin, je le répète, d'un Etat de droit capable de transcender les contradictions inhérentes à la société et que symbolise à merveille l'antagonisme développement durable-globalisation. Là est la société de mesure à laquelle chacun aspire. Aussi, convient-il de porter une grande attention à nos institutions politiques, dont le cœur demeure le Parlement. Aujourd'hui dépolitisée, la société, rendue à elle-même, semble glisser sous la coupe de l'administration et de la justice: sans un contrôle politique efficace, l'arbitraire menace lui aussi de gagner ces corps. La liberté, à travers le prétexte économique, est attaquée de toutes parts: que le développement durable, qui doit être un moment du libéralisme et non son aboutissement, ne lui assène pas le coup de grâce!

Adresse et téléphone: Union suisse des arts et métiers, case postale, 3001 Berne, tél: 031 381 77 85, fax: 031 382 23 66